

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XIII^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Séance(s) du mardi 2 novembre 2010

Articles, amendements et annexes



SOMMAIRE

37^e séance

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2011	3
---	---

38^e séance

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2011 (SECONDE PARTIE)	11
--	----

37^e séance

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2011

Seconde partie du projet de loi de finances pour 2011

Projet de loi – n° 2824

SECONDE PARTIE

MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE I^{ER}

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2011. CRÉDITS ET DÉCOUVERTS

I - Crédits des missions

Article 48

Il est ouvert aux ministres, pour 2011, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de

378 380 826 683 € et de 368 557 871 114 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

ÉTAT B

(Article 48 du projet de loi)

Répartition, par mission et programme, des crédits du budget général

BUDGET GÉNÉRAL

Mission	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
.....		
Santé	1 221 391 919	1 221 391 919
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	583 391 919	583 391 919
Protection maladie	638 000 000	638 000 000

(En euros)

Après l'article 86

Amendement n° 7 présenté par M. Tian.

Après l'article 86, insérer la division et l'article suivants :

SANTÉ

Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

I. – À la fin du premier alinéa de l'article L. 251-1, les mots : « des articles L. 161-14 et » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 161-14 et des 1°, 2° et 3° de l'article ».

II. – L'article L. 251-2 est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par les mots : « uniquement les soins urgents dont l'absence mettrait en jeu le pronostic vital ou pourrait conduire à une altération grave et durable de l'état de santé de la personne ou d'un enfant à naître et qui sont dispensés par les établissements de santé. ».

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Concernant les enfants mineurs, la prise en charge, assortie de la dispense d'avance des frais pour la part ne relevant pas de la participation du bénéficiaire, concerne, quel que soit le professionnel de santé pratiquant l'acte : ».

3° Au sixième alinéa, les mots : « mentionnée au premier alinéa » sont supprimés.

III. – L'article L. 252–3 est ainsi rédigé :

1° Après le mot : « département », la fin du premier alinéa est supprimée.

2° À la fin du dernier alinéa, les mots : « d'un an », sont remplacés par les mots : « de trois mois ».

Sous-amendement n° 46 présenté par M. Goasguen.

Compléter l'alinéa 4 par les mots :

« et les médecins libéraux ».

Amendement n° 9 présenté par M. Tian, M. Mariani, M. Delatte, M. Aboud, Mme Boyer, Mme Dalloz, M. Door, Mme Gallez, M. Lefrand, M. Luca, M. Morange, M. Perrut, Mme Poletti et M. Leonetti.

Après l'article 86, insérer la division et l'article suivants :

SANTÉ

Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 251–2 du code de l'action sociale et des familles sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :

« 1° Les frais définis aux 1° et 2° de l'article L. 321–1 du code de la sécurité sociale. Toutefois, ces frais peuvent être exclus de la prise en charge, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'État, et à l'exclusion des mineurs, pour les actes, les produits et les prestations dont le service médical rendu n'a pas été qualifié de moyen ou d'important ou lorsqu'ils ne sont pas destinés directement au traitement ou à la prévention d'une maladie ;

« 2° Les frais définis aux 4° et 6° de l'article L. 321–1 du même code ;

« 3° Les frais définis à l'article L. 331–2 du même code ;

« 4° Le forfait journalier institué par l'article L. 174–4 du même code pour les mineurs et, pour les autres bénéficiaires, dans les conditions fixées au huitième alinéa du présent article. »

« La prise en charge des soins au titre des 1°, 2° et 3° ci-dessus est effectuée par application des tarifs servant de base au calcul des prestations de l'assurance maladie. »

Amendement n° 8 présenté par M. Goasguen, M. Mariani, M. Tian, M. Delatte, M. Aboud, Mme Boyer, Mme Dalloz, M. Door, Mme Gallez, M. Lefrand, M. Luca, M. Morange, M. Perrut, Mme Poletti et M. Leonetti.

Après l'article 86, insérer la division et l'article suivants :

SANTÉ

I. – L'article L. 251–2 du code de l'action sociale et de la famille est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sauf pour les soins délivrés aux mineurs et pour les soins inopinés, la prise en charge mentionnée au premier alinéa est subordonnée, pour les soins hospitaliers dont le coût dépasse un seuil fixé par décret en Conseil d'État, à l'agrément préalable de l'autorité ou organisme mentionné à l'article L. 252–3. Cet agrément est accordé dès lors que la condition de stabilité de la résidence mentionnée à l'article L. 252–3 est respectée, que la condition de ressources mentionnée au L. 251–1 est remplie et que les soins revêtent un caractère fondé et indispensable. La procédure de demande d'agrément est fixée par décret en Conseil d'État. »

II. – Le dernier alinéa de l'article L. 252–3 du même code est complété par une phrase ainsi rédigée : « Toutefois le service des prestations est conditionné au respect de la stabilité de la résidence en France, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. »

Amendement n° 10 présenté par M. Goasguen, M. Mariani, M. Tian, M. Delatte, M. Aboud, Mme Boyer, Mme Dalloz, M. Door, Mme Gallez, M. Lefrand, M. Luca, M. Morange, M. Perrut, Mme Poletti et M. Leonetti.

Après l'article 86, insérer la division et l'article suivants :

SANTÉ

L'article L. 252–3 du code de l'action sociale et des familles est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les organismes mentionnés aux articles L. 211–1 et L. 752–4 du code de la sécurité sociale peuvent obtenir le remboursement des prestations qu'elles ont versées à tort. En cas de précarité de la situation du demandeur, la dette peut être remise ou réduite. »

Amendement n° 11 présenté par M. Tian, M. Mariani, M. Delatte, M. Aboud, Mme Boyer, Mme Dalloz, M. Door, Mme Gallez, M. Lefrand, M. Luca, M. Morange, M. Perrut, Mme Poletti et M. Leonetti.

Après l'article 86, insérer la division et l'article suivants :

SANTÉ

I. – Après l'article 968 D du code général des impôts, il est inséré un XII ainsi rédigé :

« XII. – Aide publique à une couverture de santé

« Article 968 E

« Le droit aux prestations mentionnées à l'article L. 251–2 du code de l'action sociale et des familles est conditionné au paiement d'un droit annuel d'un montant de trente euros par bénéficiaire majeur ».

II. – Après le mot : « sens », la fin du premier alinéa de l'article L. 251–1 du code de l'action sociale et des familles est ainsi rédigée : « de l'article L. 161–14 et des 1°, 2° et 3° de l'article L. 313–3 de ce code, à l'aide médicale de l'État, sous réserve, s'il est majeur, de s'être acquitté, à son propre titre et au titre des personnes majeures à sa charge telles que définies ci-dessus, du droit annuel mentionné à l'article 968 E du code général des impôts. »

Amendement n° 42 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 86, insérer l'article suivant :

SANTÉ

I. – Après le mot : « versée », la fin de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1142–23 du code de la santé publique est ainsi rédigée : « par l'État en application de l'article L. 3131–4 ».

II. – La dernière phrase de l'article L. 3131–5 du code de la santé publique est supprimée.

Amendements identiques :

Amendements n° 3 présenté par M. Bur, Mme Montchamp et M. Door et n° 4 présenté par M. Tian.

Après l'article 86, insérer la division et l'article suivants :

SANTÉ

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au b) de l'article L. 862–2, le mot : « déductions » est remplacé par le mot : « imputations » ;

2° Au a) de l'article L. 862–3, le mot : « contribution » est remplacé par le mot : « taxe » ;

3° L'article L. 862–4 est ainsi rédigé :

« I. – Il est perçu, au profit du fonds visé à l'article L. 862-1, une taxe de solidarité additionnelle aux cotisations d'assurance afférentes aux garanties de protection complémentaire en matière de frais de soins de santé souscrites au bénéfice de personnes physiques résidentes en France, à l'exclusion des réassurances.

« La taxe est assise sur la cotisation correspondant à ces garanties et stipulée au profit d'une mutuelle régie par le code de la mutualité, d'une institution de prévoyance régie par le livre IX du présent code ou par le livre VII du code rural et de la pêche maritime, d'une entreprise régie par le code des assurances ou un organisme d'assurance maladie complémentaire étranger non établi en France mais admis à y opérer en libre prestation de service.

« Son fait générateur est l'échéance principale du contrat. Elle est perçue par l'organisme mentionné au deuxième alinéa ou son représentant fiscal pour le compte des organismes chargés du recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale territorialement compétents. Elle est liquidée sur le montant des cotisations émises, ou à défaut d'émission, recouvrées, au cours de chaque trimestre, nettes d'annulations ou de remboursements. Elle est versée au plus tard le dernier jour du premier mois qui suit le trimestre considéré.

« Un arrêté des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget précise les documents à fournir par les organismes mentionnés au second alinéa à l'appui de leurs versements.

« II. – Le taux de la taxe est fixé à 6,27 %.

« III. – Les organismes visés au deuxième alinéa du I perçoivent, par imputation sur le montant de la taxe collectée selon les dispositions du I et du II ci-dessus, un montant égal, pour chaque organisme, au produit de la somme de 92,50 euros par le nombre de personnes bénéficiant, le dernier jour du deuxième mois du trimestre civil considéré, de la prise en charge des dépenses mentionnées à l'article L. 861-3 au titre des dispositions du b) de l'article L. 861-4. Ils perçoivent également, selon la même procédure, un montant correspondant, pour chaque organisme, au quart du crédit d'impôt afférent aux contrats en vigueur le dernier jour du deuxième mois du trimestre civil. » ;

4° L'article L. 862-5 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est supprimé ;

b) Le début de la première phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigé : « La taxe visée aux I et II de l'article L. 862-4 est recouvrée et contrôlée suivant... (*le reste sans changement*) » ;

5° La première phrase de l'article L. 862-6 est remplacée par la phrase suivante : « Lorsque le montant de la taxe collectée en application des I et II de l'article L. 862-4 est inférieur au montant des imputations découlant de l'applica-

tion du III du même article, les organismes mentionnés au deuxième alinéa du I de l'article L. 862-4 demandent au fonds le versement de cette différence au plus tard le dernier jour du premier mois du trimestre considéré. » ;

6° L'article L. 862-7 est ainsi modifié :

a) Au a) le mot : « déductions » est remplacé par le mot : « imputations » ;

b) Le c) est ainsi rédigé :

« c) Les organismes mentionnés au deuxième alinéa du I de l'article L. 862-4 communiquent aux organismes chargés du recouvrement des cotisations du régime général les informations relatives aux cotisations émises ainsi que les éléments nécessaires à la détermination des imputations mentionnées au III du même article ; ils communiquent au fonds les éléments nécessaires à l'application de l'article L. 862-6 et l'état des dépenses et recettes relatives à la protection complémentaire mises en œuvre au titre du b) de l'article L. 861-4 ; » ;

7° Après le mot : « recouvrement », la fin du dernier alinéa de l'article L. 862-8 est ainsi rédigée : « des cotisations du régime général de sécurité sociale territorialement compétents disposent, à l'égard des associations constituées en application du présent article, des mêmes pouvoirs de contrôle qu'à l'égard des organismes mentionnés au deuxième alinéa du I de l'article L. 862-4. » ;

8° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 863-1, les mots : « contribution due » sont remplacés par les mots : « taxe collectée ».

II. – Les dispositions du présent article s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2011.

Amendement n° 43 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 86, insérer l'article suivant :

SANTÉ

À la fin du dernier alinéa de l'article 23 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, l'année : « 2009 » est remplacée par l'année : « 2013 ».

Amendement n° 44 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 86, insérer l'article suivant :

SANTÉ

Les dispositions de l'article L. 3111-9 du code de la santé publique sont applicables aux personnes exerçant ou ayant exercé une activité professionnelle ou volontaire au sein de services d'incendie et de secours qui ont été vaccinées contre l'hépatite B, depuis la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services départementaux d'incendie et de secours.

ANALYSE DES SCRUTINS

37^e séance

SCRUTIN n° 651

Sur l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011.

Nombre de votants	557
Nombre de suffrages exprimés	554
Majorité absolue	278
Pour l'adoption	330
Contre	224

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE (314) :

Pour : 305 MM. Élie **Aboud**, Manuel **Aeschlimann**, Yves **Albarello**, Alfred **Almont**, Mme Nicole **Ameline**, M. Jean-Paul **Anciaux**, Mme Edwige **Antier**, M. Jean **Auclair**, Mme Martine **Aurillac**, MM. Pierre-Christophe **Baguet**, Patrick **Balkany**, Jean **Bardet**, Mmes Brigitte **Barèges**, Sylvia **Bassot**, MM. Patrick **Beaudouin**, Jean-Claude **Beaulieu**, Jacques Alain **Bénisti**, Jean-Louis **Bernard**, Marc **Bernier**, Xavier **Bertrand**, Jean-Yves **Besselat**, Gabriel **Biancheri**, Jérôme **Bignon**, Jean-Marie **Binetruy**, Claude **Birraux**, Etienne **Blanc**, Emile **Blessig**, Roland **Blum**, Claude **Bodin**, Philippe **Boennec**, Marcel **Bonnot**, Jean-Yves **Bony**, Jean-Claude **Bouchet**, Gilles **Bourdouleix**, Bruno **Bourg-Broc**, Mme Chantal **Bourragué**, MM. Loïc **Bouvard**, Michel **Bouvard**, Mmes Valérie **Boyer**, Françoise **Branget**, M. Xavier **Breton**, Mme Françoise **Briand**, MM. Philippe **Briand**, Bernard **Brochand**, Mme Chantal **Brunel**, MM. Yves **Bur**, Dominique **Caillaud**, Patrice **Calméjane**, François **Calvet**, Bernard **Carayon**, Olivier **Carré**, Gilles **Carrez**, Mme Joëlle **Ceccaldi-Raynaud**, MM. Yves **Censi**, Jérôme **Chartier**, Gérard **Cherpion**, Jean-François **Chossy**, Jean-Louis **Christ**, Eric **Ciotti**, Pascal **Clément**, Philippe **Cochet**, Georges **Colombier**, Mme Geneviève **Colot**, MM. Jean-François **Copé**, François **Cornut-Gentille**, Louis **Cosyns**, René **Couanau**, Edouard **Courtial**, Alain **Cousin**, Jean-Yves **Cousin**, Jean-Michel **Couve**, Mme Marie-Christine **Dalloz**, MM. Olivier **Dassault**, Bernard **Debré**, Jean-Pierre **Decool**, Bernard **Deflesselles**, Lucien **Degauchy**, Rémi **Delatte**, Richard **Dell'Agnola**, Mme Sophie **Delong**, MM. Yves **Deniaud**, Bernard **Depierre**, Vincent **Descœur**, Nicolas **Dhuicq**, Eric **Diard**, Michel **Diefenbacher**, Jacques **Domergue**, Jean-Pierre **Door**, Dominique **Dord**, Mmes Marianne **Dubois**, Cécile **Dumoulin**, MM. Jean-Pierre **Dupont**, Gilles d' **Ettore**, Daniel **Fasquelle**, Yannick **Favennec**, Jean-Michel **Ferrand**, Alain **Ferry**, Daniel **Fidelin**, André **Flajolet**, Jean-Claude **Flory**, Nicolas **Forissier**, Mme Marie-Louise **Fort**, MM. Jean-Michel **Fourgous**, Marc **Francina**, Pierre **Frogier**, Yves **Fromion**, Mme Cécile **Gallez**, MM. Sauveur **Gandolfi-Scheit**, Jean-Paul **Garraud**, Claude **Gatignol**, Gérard **Gaudron**, Jean-Jacques **Gaultier**, Hervé **Gaymard**, Guy **Geoffroy**, Bernard **Gérard**, Alain

Gest, Franck **Gilard**, Georges **Ginesta**, Charles-Ange **Ginesy**, Jean-Pierre **Giran**, Louis **Giscard d'Estaing**, Claude **Goasguen**, François-Michel **Gonnot**, Didier **Gonzales**, Jean-Pierre **Gorges**, Philippe **Gosselin**, Philippe **Goujon**, François **Goulard**, Michel **Grall**, Jean-Pierre **Grand**, Mme Claude **Greff**, M. Jean **Grenet**, Mme Anne **Grommerch**, MM. François **Grosdidier**, Jacques **Grosperin**, Mme Arlette **Grosskost**, MM. Serge **Grouard**, Louis **Guédon**, Mme Françoise **Guégot**, MM. Jean-Claude **Guibal**, Jean-Jacques **Guillet**, Christophe **Guilloteau**, Gérard **Hamel**, Michel **Havard**, Michel **Heinrich**, Laurent **Hénart**, Michel **Herbillon**, Antoine **Herth**, Mme Françoise **Hostalier**, MM. Philippe **Houillon**, Jacques **Houssin**, Guénaël **Huet**, Sébastien **Huyghe**, Christian **Jacob**, Denis **Jacquat**, Paul **Jeanneteau**, Yves **Jego**, Mme Maryse **Joissains-Masini**, MM. Marc **Joulaud**, Alain **Joyandet**, Didier **Julia**, Christian **Kert**, Jacques **Kossowski**, Patrick **Labaune**, Mme Fabienne **Labrette-Ménager**, MM. Marc **Laffineur**, Jacques **Lamblin**, Mme Marguerite **Lamour**, MM. Jean-François **Lamour**, Pierre **Lang**, Mme Laure de **La Raudière**, MM. Pierre **Lasbordes**, Charles de **La Verpillière**, Thierry **Lazaro**, Robert **Lecou**, Jean-Marc **Lefranc**, Guy **Lefrand**, Marc **Le Fur**, Jacques **Le Guen**, Michel **Lejeune**, Dominique **Le Mèner**, Jacques **Le Nay**, Jean-Claude **Lenoir**, Jean-Louis **Léonard**, Jean **Leonetti**, Pierre **Lequiller**, Céleste **Let**, Mme Geneviève **Levy**, MM. Michel **Lezeau**, François **Loos**, Gérard **Lorgeoux**, Mme Gabrielle **Louis-Carabin**, MM. Daniel **Mach**, Guy **Malherbe**, Richard **Mallié**, Jean-François **Mancel**, Alain **Marc**, Jean-Pierre **Marcon**, Thierry **Mariani**, Mme Christine **Marin**, M. Hervé **Mariton**, Mme Muriel **Marland-Militello**, MM. Franck **Marlin**, Philippe-Armand **Martin**, Mme Henriette **Martinez**, MM. Patrice **Martin-Lalande**, Alain **Marty**, Jean-Claude **Mathis**, Jean-Philippe **Maurer**, Pierre **Méhaigrie**, Christian **Ménard**, Gérard **Menuel**, Damien **Meslot**, Philippe **Meunier**, Jean-Claude **Mignon**, Pierre **Morange**, Pierre **Morel-A-L'Huissier**, Philippe **Morenvillier**, Jean-Marie **Morisset**, Georges **Mothron**, Etienne **Mourrut**, Alain **Moyne-Bressand**, Renaud **Muselier**, Jacques **Myard**, Jean-Marc **Nesme**, Jean-Pierre **Nicolas**, Yves **Nicolin**, Patrick **Ollier**, Mme Françoise de **Panafieu**, MM. Bertrand **Pancher**, Yanick **Paternotte**, Christian **Patria**, Mme Béatrice **Pavy**, MM. Jacques **Pélissard**, Dominique **Perben**, Bernard **Perrut**, Etienne **Pinte**, Michel **Piron**, Henri **Plagnol**, Serge **Poignant**, Mme Bérengère **Poletti**, M. Axel **Poniatowski**, Mme Josette **Pons**, M. Daniel **Poulou**, Mme Sophie **Primas**, MM. Christophe **Priou**, Jean **Proriol**, Didier **Quentin**, Michel **Raison**, Eric **Raoult**, Frédéric **Reiss**, Jean-Luc **Reitzer**, Jacques **Remiller**, Bernard **Reynès**, Franck **Reynier**, Arnaud **Richard**, Franck **Riester**, Jean **Roatta**, Didier **Robert**, Arnaud **Robinet**, Camille de **Rocca Serra**, Mme Marie-Josée **Roig**, M. Jean-Marie **Rolland**, Mme Valérie **Rosso-Debord**, MM. Max **Roustan**, Martial

Saddier, Francis **Saint-Léger**, Mme Françoise de **Salvador**, MM. Bruno **Sandras**, François **Scellier**, André **Schneider**, Jean-Pierre **Schosteck**, Jean-Marie **Sermier**, Georges **Siffredi**, Fernand **Siré**, Jean-Pierre **Soisson**, Michel **Sordi**, Daniel **Spagnou**, Eric **Straumann**, Alain **Suguenot**, Mme Michèle **Tabarot**, MM. Lionel **Tardy**, Jean-Charles **Taugourdeau**, Guy **Teissier**, Michel **Terrot**, Jean-Claude **Thomas**, Dominique **Tian**, Jean **Tiberi**, Alfred **Trassy-Paillogues**, Jean **Ueberschlag**, Yves **Vandewalle**, Christian **Vanneste**, François **Vannson**, Mmes Isabelle **Vasseur**, Catherine **Vautrin**, MM. Patrice **Verchère**, René-Paul **Victoria**, Philippe **Vitel**, Gérard **Voisin**, Michel **Voisin**, Jean-Luc **Warsmann**, André **Wojciechowski**, Gaël **Yanno**, Mme Marie-Jo **Zimmermann** et M. Michel **Zumkeller**.

Abstention : 1 M. Lionnel **Luca**.

Non-votant(s) : 1 M. Bernard **Accoyer** (président de l'Assemblée nationale).

Groupe SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE (204) :

Contre : 196 Mmes Patricia **Adam**, Sylvie **Andrieux**, MM. Jean-Marc **Ayrault**, Jean-Paul **Bacquet**, Dominique **Baert**, Jean-Pierre **Balligand**, Gérard **Bapt**, Claude **Bartolone**, Jacques **Bascou**, Christian **Bataille**, Mmes Delphine **Batho**, Marie-Noëlle **Battistel**, Chantal **Berthelot**, M. Jean-Louis **Bianco**, Mme Gisèle **Biémouret**, MM. Serge **Blisko**, Patrick **Bloche**, Daniel **Boisserie**, Maxime **Bono**, Jean-Michel **Boucheron**, Mme Marie-Odile **Bouillé**, M. Christophe **Bouillon**, Mme Monique **Boulestin**, M. Pierre **Bourguignon**, Mme Danielle **Bousquet**, MM. François **Brottes**, Alain **Cacheux**, Jean-Christophe **Cambadélis**, Thierry **Carcenac**, Christophe **Caresche**, Mme Martine **Carrillon-Couvreur**, MM. Laurent **Cathala**, Bernard **Cazeneuve**, Guy **Chambefort**, Jean-Paul **Chanteguet**, Gérard **Charasse**, Alain **Claeys**, Jean-Michel **Clément**, Mme Marie-Françoise **Clergeau**, MM. Gilles **Cocquempot**, Pierre **Cohen**, Mmes Catherine **Coutelle**, Pascale **Crozon**, M. Frédéric **Cuvillier**, Mme Claude **Darciaux**, M. Pascal **Deguilhem**, Mme Michèle **Delaunay**, MM. Guy **Delcourt**, Michel **Delebarre**, François **Deluga**, Bernard **Derosier**, Michel **Destot**, René **Dosière**, Julien **Dray**, Tony **Dreyfus**, Jean-Pierre **Dufau**, William **Dumas**, Mme Laurence **Dumont**, MM. Jean-Louis **Dumont**, Jean-Paul **Dupré**, Yves **Durand**, Mme Odette **Duriez**, MM. Philippe **Duron**, Olivier **Dusopt**, Christian **Eckert**, Henri **Emmanuelli**, Mme Corinne **Erhel**, MM. Laurent **Fabius**, Albert **Facon**, Mme Martine **Faure**, M. Hervé **Feron**, Mmes Aurélie **Filippetti**, Geneviève **Fioraso**, M. Pierre **Forgues**, Mme Valérie **Fourneyron**, MM. Michel **Françaix**, Jean-Claude **Fruteau**, Guillaume **Garot**, Jean **Gaubert**, Mme Catherine **Génisson**, MM. Paul **Giacobbi**, Jean-Patrick **Gille**, Mme Annick **Girardin**, MM. Joël **Giraud**, Jean **Glavany**, Daniel **Goldberg**, Gaëtan **Gorce**, Mme Pascale **Got**, MM. Marc **Goua**, Jean **Grellier**, Mmes Elisabeth **Guigou**, Danièle **Hoffman-Rispal**, M. François **Hollande**, Mme Sandrine **Hurel**, M. Christian **Hutin**, Mme Monique **Iborra**, M. Jean-Louis **Idiart**, Mme Françoise **Imbert**, MM. Michel **Issindou**, Eric **Jalton**, Serge **Janquin**, Régis **Juanico**, Armand **Jung**, Mme Marietta **Karamanli**, M. Jean-Pierre **Kucheida**, Mme Conchita **Lacuey**, MM. Jérôme **Lambert**, François **Lamy**, Jack **Lang**, Mme Colette **Langlade**, MM. Jean **Launay**, Jean-Yves **Le Bouillonnet**, Mme Marylise **Lebranchu**, MM. Patrick **Lebreton**, Jean-Yves **Le Déaut**, Michel **Lefait**, Jean-Marie **Le Guen**, Mme Annick **Le Loch**, M. Patrick **Lemasle**, Mmes Catherine **Lemorton**, Annick **Lepetit**, MM. Bruno **Le Roux**, Jean-Claude **Leroy**, Bernard **Lesterlin**, Serge **Letchimy**, Michel **Liebott**, Mme Martine **Lignières-Cassou**, MM. François **Loncle**, Victorin **Lurel**, Jean **Mallot**,

Louis-Joseph **Manscour**, Mmes Jacqueline **Maquet**, Jeanny **Marc**, Marie-Lou **Marcel**, M. Jean-René **Marsac**, Mmes Martine **Martinel**, Frédérique **Massat**, MM. Gilbert **Mathon**, Didier **Mathus**, Mme Sandrine **Mazetier**, MM. Michel **Ménard**, Kléber **Mesquida**, Jean **Michel**, Arnaud **Montebourg**, Pierre **Moscovici**, Pierre-Alain **Muet**, Philippe **Nauche**, Henri **Nayrou**, Alain **Néri**, Mmes Marie-Renée **Oget**, Françoise **Olivier-Coupeau**, Dominique **Orliac**, MM. Michel **Pajon**, Christian **Paul**, Mme George **Pau-Langevin**, MM. Germinal **Peiro**, Jean-Luc **Perat**, Jean-Claude **Perez**, Mmes Marie-Françoise **Pérol-Dumont**, Sylvia **Pinel**, Martine **Pinville**, MM. Philippe **Plisson**, François **Pupponi**, Mme Catherine **Quéré**, MM. Jean-Jack **Queyranne**, Dominique **Raimbourg**, Simon **Renucci**, Mmes Marie-Line **Reynaud**, Chantal **Robin-Rodrigo**, MM. Alain **Rodet**, Marcel **Rogemont**, Bernard **Roman**, René **Rouquet**, Alain **Rousset**, Patrick **Roy**, Michel **Sainte-Marie**, Michel **Sapin**, Mme Odile **Saugues**, M. Christophe **Sirugue**, Mme Christiane **Taubira**, M. Pascal **Terrasse**, Mme Marisol **Touraine**, MM. Jean-Louis **Touraine**, Philippe **Tourtelier**, Jean Jacques **Urvoas**, Daniel **Vaillant**, Jacques **Valax**, André **Vallini**, Manuel **Valls**, Michel **Vauzelle**, Michel **Vergnier**, André **Vézinhet**, Alain **Vidalies**, Jean-Michel **Villaumé**, Jean-Claude **Viollet** et Philippe **Vuilque**.

Groupe GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE (26) :

Contre : 26 Mme Marie-Hélène **Amiable**, M. François **Asensi**, Mmes Huguette **Bello**, Martine **Billard**, MM. Alain **Bocquet**, Patrick **Braouezec**, Jean-Pierre **Brard**, Mme Marie-George **Buffet**, MM. Jean-Jacques **Candelier**, André **Chassaigne**, Yves **Cochet**, Jacques **Desallangre**, Marc **Dolez**, Mme Jacqueline **Frayse**, MM. André **Gerin**, Pierre **Gosnat**, Maxime **Gremetz**, Jean-Paul **Lecoq**, Noël **Mamère**, Alfred **Marie-Jeanne**, Roland **Muzeau**, Daniel **Paul**, Mme Anny **Poursinoff**, MM. François de **Rugy**, Jean-Claude **Sandrier** et Michel **Vaxès**.

Groupe NOUVEAU CENTRE (25) :

Pour : 22 MM. Jean-Pierre **Abelin**, Christian **Blanc**, Charles de **Courson**, Stéphane **Demilly**, Jean **Dionis du Séjour**, Raymond **Durand**, Francis **Hillmeyer**, Michel **Hunault**, Olivier **Jardé**, Yvan **Lachaud**, Jean-Christophe **Lagarde**, Maurice **Leroy**, Claude **Leteurtre**, Nicolas **Perruchot**, Jean-Luc **Prél**, François **Rochebloine**, Rudy **Salles**, André **Santini**, François **Sauvadet**, Marc **Vampa**, Francis **Vercamer** et Philippe **Vigier**.

Abstention : 2 MM. Thierry **Benoit** et Philippe **Folliot**.

Députés NON INSCRITS (8) :

Pour : 3 Mme Véronique **Besse**, MM. Dominique **Souchet** et François-Xavier **Villain**.

Contre : 2 MM. François **Bayrou** et Daniel **Garrigue**.

MISES AU POINT AU SUJET DU PRÉSENT SCRUTIN (N° 651)

(*Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du Règlement de l'Assemblée nationale*)

Mme Jacqueline **Irlès** qui était présente au moment du scrutin ou qui avait délégué son droit de vote a fait savoir qu'elle avait voulu voter "pour". M. Jean-Louis **Gagnaire**, Mme Geneviève **Gaillard**, M. David **Habib**, M. Henri **Jibrayel**, M. Philippe **Martin** qui étaient présents au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'ils avaient voulu voter "contre".

SCRUTIN n° 652

Sur l'amendement n° 7 de M. Tian après l'article 86 du projet de loi de finances pour 2011 (mission : santé) (limitation du champ de l'AME).

Nombre de votants	134
Nombre de suffrages exprimés	127
Majorité absolue	64
Pour l'adoption	20
Contre	107

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE (314) :

Pour : 19 Mme Brigitte **Barèges**, MM. Etienne **Blanc**, Jean-Yves **Bony**, Jean-Claude **Bouchet**, Loïc **Bouvard**, François **Calvet**, Jean-Paul **Garraud**, Claude **Goasguen**, Lionnel **Luca**, Daniel **Mach**, Mme Christine **Marin**, MM. Philippe **Meunier**, Renaud **Muselier**, Mme Bérengère **Poletti**, MM. Dominique **Tian**, Christian **Vanneste**, Patrice **Verchère**, Philippe **Vitel** et Michel **Voisin**.

Contre : 76 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Abstention : 7 MM. Élie **Aboud**, Manuel **Aeschlimann**, Yves **Albarello**, Patrick **Beaudouin**, Jacques **Domergue**, Michel **Raison** et Yves **Vandewalle**.

Non-votant(s) : 1 M. Bernard **Accoyer** (président de l'Assemblée nationale).

Groupe SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE (204) :

Contre : 24 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE (26) :

Contre : 4 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe NOUVEAU CENTRE (25) :

Contre : 2 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Députés NON INSCRITS (8) :

Pour : 1 M. François-Xavier **Villain**.

Contre : 1 M. Daniel **Garrigue**.

SCRUTIN n° 653

Sur l'amendement n° 9 rectifié de M. Tian après l'article 86 du projet de loi de finances pour 2011 (mission : santé) (définition du panier de soins pris en charge par l'AME).

Nombre de votants	118
Nombre de suffrages exprimés	116
Majorité absolue	59
Pour l'adoption	87
Contre	29

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE (314) :

Pour : 86 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Contre : 1 M. René **Couanau**.

Non-votant(s) : 2 MM. Bernard **Accoyer** (président de l'Assemblée nationale) et Marc **Laffineur** (président de séance).

Groupe SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE (204) :

Contre : 23 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE (26) :

Contre : 4 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe NOUVEAU CENTRE (25) :

Abstention : 2 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Députés NON INSCRITS (8) :

Pour : 1 M. François-Xavier **Villain**.

Contre : 1 M. Daniel **Garrigue**.

SCRUTIN n° 654

Sur l'amendement n° 8 de M. Goasguen après l'article 86 du projet de loi de finances pour 2011 (mission : santé) (stabilité de résidence demandée pour les bénéficiaires de l'AME).

Nombre de votants	116
Nombre de suffrages exprimés	114
Majorité absolue	58
Pour l'adoption	83
Contre	31

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE (314) :

Pour : 82 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-votant(s) : 2 MM. Bernard **Accoyer** (président de l'Assemblée nationale) et Marc **Laffineur** (président de séance).

Groupe SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE (204) :

Contre : 27 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE (26) :

Contre : 4 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe NOUVEAU CENTRE (25) :

Abstention : 2 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Députés NON INSCRITS (8) :

Pour : 1 M. François-Xavier **Villain**.

SCRUTIN n° 655

Sur l'amendement n° 10 de M. Goasguen après l'article 86 du projet de loi de finances pour 2011 (mission : santé) (récupération des prestations versées à tort).

Nombre de votants	100
Nombre de suffrages exprimés	100
Majorité absolue	51
Pour l'adoption	76
Contre	24

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE (314) :

Pour : 74 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-votant(s) : 2 MM. Bernard **Accoyer** (président de l'Assemblée nationale) et Marc **Laffineur** (président de séance).

Groupe SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE (204) :

Contre : 20 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE (26) :

Contre : 4 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe NOUVEAU CENTRE (25) :

Pour : 2 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Députés NON INSCRITS (8).

SCRUTIN n° 656

Sur l'amendement n° 11 de M. Tian après l'article 86 du projet de loi de finances pour 2011 (mission : santé) (droit annuel de 30 euros).

Nombre de votants	89
Nombre de suffrages exprimés	87
Majorité absolue	44
Pour l'adoption	60
Contre	27

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE (314) :

Pour : 60 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Abstention : 2 MM. Philippe **Vitel** et Michel **Voisin**.

Non-votant(s) : 2 MM. Bernard **Accoyer** (président de l'Assemblée nationale) et Marc **Laffineur** (président de séance).

Groupe SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE (204) :

Contre : 21 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE (26) :

Contre : 4 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe NOUVEAU CENTRE (25) :

Contre : 2 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Députés NON INSCRITS (8).

